

5 octobre : grève pour un autre projet de société !

À l'heure où la France tente de sortir d'une des pires crises sanitaires de son histoire, à l'heure où la situation sociale appelle à des mesures fortes visant notamment au renforcement de notre modèle social, le président de la République et son gouvernement accélèrent leur politique libérale et annoncent de nouveaux reculs sociaux !

Macron a réaffirmé son intention d'aller au bout de sa réforme de l'assurance chômage, malgré la suspension par le Conseil d'État, privant des centaines de milliers de personnes d'indemnités auxquelles elles pouvaient prétendre. Alors que les OS ont été reçues par Castex, c'est *via* la presse et alors que Macron

avait assuré « *Je ne lancerai pas cette réforme tant que l'épidémie ne sera pas sous contrôle et la reprise bien assurée* », qu'on apprend le ballon d'essai sur les suppressions des régimes spéciaux et la mise en place de la pension minimum de 1000 € d'ici mars (avec en perspective le recul de l'âge de départ et la mise en place du système par points après la présidentielle). Le patronat a ouvert une négociation AGIRC-ARCCO pour imposer un avenant à l'accord de 2019 (que la CGT n'a pas signé) pour faire respecter la règle du maintien d'un niveau de réserves au moins égal à 6 mois de prestation et donc une baisse de la valeur du point comme levier principal d'équilibrage.

POUR GOUVERNEMENT ET PATRONAT UN SEUL CRÉDO : LIBÉRALISER LA SOCIÉTÉ ET FAIRE PAFER LES TRAVAILLEUR-SES POUR PERMETTRE À QUELQUES UN-ES DE S'ENRICHIR TOUJOURS PLUS.

Car la crise sanitaire mondiale ne touche pas les puissant-es. Alors que celles et ceux qui nous soignent, nous transportent, nous livrent, nettoient nos rues, construisent nos maisons et nos routes, accompagnent nos enfants et prennent soin de nos aîné-es, maintiennent ouverts les commerces essentiels n'ont droit à aucune reconnaissance, la publication des résultats du 1^{er} semestre des sociétés du CAC 40 indique que le total des bénéfices nets de 37 entreprises sur 40 s'approche des 57 milliards d'euros. Un record ! C'est 33 % de plus qu'au 1^{er} semestre 2019. Les « supers riches », entre mars 2020 et mars 2021, ont vu leur fortune augmenter de 170 milliards d'euros, soit une hausse moyenne de + 40 %, lorsque le Smic n'a augmenté que de 0,99 % au 1^{er} janvier 2021 ! Et pas un jour ne se passe sans que des emplois ne soient supprimés dans l'industrie ou les services publics comme chez Tecalémit, Boiron, Daher, Borgwarner, les finances publiques ou à l'inspection du travail.

Alors que les citoyen-nes sont de plus en plus surveillés et contrôlés (il faut aujourd'hui le passe sanitaire pour aller boire un café, il faut être vacciné pour accueillir du public, des client-es, des usager-es et des patient-es) force est de constater que cette exigence de contrôle ne s'applique pas aux milliards d'euros qui ont été versés aux entreprises, sans garantie sur le maintien de l'emploi *a minima* et sans exigence sur le plan social. Là encore, la démonstration est faite d'une société à deux niveaux.



LE 5 OCTOBRE DOIT ÊTRE L'OCCASION DE PORTER UN AUTRE PROJET DE SOCIÉTÉ !

3 mots d'ordre à cette journée de grève à décliner dans toutes les entreprises et services : salaires, emplois, conditions et temps de travail. La CGT a un contre-projet de société pour gagner l'émancipation de toutes et tous.

→ Les dividendes explosent, exigeons une augmentation générale des salaires, minima sociaux et retraites, un SMIC à 2 000 € et le dégel du point d'indice dans la Fonction publique et les entreprises publiques. C'est possible en supprimant le déversement d'argent public sans contreparties aux entreprises et en gagnant une véritable égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes avec des dispositifs contraignants et des sanctions dissuasives pour les entreprises.

→ Refusons les contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites et affirmons que le 100 % Sécu est possible avec des propositions crédibles de financement par la hausse des points d'indice dans le privé et le public, l'arrêt immédiat des allègements et des exonérations de cotisations patronales, la suppression de la CSG et CRDS. Exigeons un renforcement de notre système de retraite par répartition à prestations définies avec un âge de départ à 60 ans à taux plein, des départs anticipés pour les métiers pénibles, la prise en compte des études et de la période de recherche d'un premier emploi.

→ Exigeons des emplois stables et qualifiés, des mesures de contrôle pour éviter délocalisations et fermetures d'entreprises, le droit de veto des représentant-es des salarié-es sur les plans de licenciements, des investissements massifs dans les filières industrielles ainsi que dans l'enseignement et la recherche, la conditionnalité des aides publiques aux entreprises.

→ Exigeons la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la Fonction publique et le renforcement de leurs moyens.

→ Portons la réduction du temps de travail à 32h sans baisse de salaire et avec l'amélioration des conditions de travail. Travailler moins pour travailler toutes et tous est une réalité que certaines grandes entreprises et/ou pays n'hésitent plus à mettre en œuvre. En France, cela permettrait la création de 4 millions d'emplois et des milliards d'euros de cotisations sociales pour notre Sécu.

**UNE SEULE ISSUE POUR Y ARRIVER :
PAR LA MOBILISATION DES TRAVAILLEUR·SES !
PRÉPARONS UN 5 OCTOBRE DE GRÈVE ET DE
MANIFESTATION
À LA HAUTEUR DES ENJEUX !**

- **Romorantin : 10h30 Place de la paix**
- **Vendôme : 11H30 devant la sous-préfecture**
- **Blois : 14h30 devant la préfecture**

Les rassemblements se feront dans le respect des règles sanitaires en vigueur

Blois le mardi 14 septembre 2021